



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N° 59 - 25 septembre 2023

Pays nordiques

Les pays nordiques sont bien préparés à l'arrivée de l'IA. Selon l'Indice de l'état de préparation des gouvernements à l'intelligence artificielle 2022, élaboré par Oxford Insights, les pays nordiques se démarquent et confirment leur leadership en matière d'intelligence artificielle en Europe. La Finlande se classe 4^{ème} tandis que le Danemark, la Norvège et la Suède sont respectivement aux 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} rangs (la France est 7^{ème}). Ces nations ont investi massivement dans la recherche et l'innovation, renforçant leur position sur la scène mondiale de l'IA. L'Islande, bien qu'en retard par rapport à ses voisins, continue de progresser et se classe 45^{ème}.

Dans les 30 premières capitalisations boursières nordiques, 14 sont suédoises. Selon *Dagens Industri*, le Danemark occupe la deuxième place avec 9 capitalisations, tandis que la Finlande en compte cinq et la Norvège seulement deux. Néanmoins, Novo Nordisk, entreprise pharmaceutique danoise, maintient sa position de leader en tant que 1^{ère} capitalisation boursière de la région (297 Mds€) loin devant AstraZeneca (190 Mds€). Cette performance souligne l'importance de l'industrie pharmaceutique danoise sur la scène économique nordique.

Danemark

Les compagnies maritimes réclament des subventions pour garantir leur approvisionnement en carburants verts.

Plusieurs experts soulignent que les sociétés de transport maritime auront des difficultés à s'approvisionner en carburants verts pour atteindre leurs objectifs climatiques. L'entreprise danoise de transports et de logistique Mærsk n'a ainsi pas été en mesure d'obtenir du e-méthanol pour le voyage inaugural de son premier porte-conteneurs « vert » (le voyage a finalement dû se faire à propulsion de bio-méthanol). L'organisation professionnelle Danish Shipping (*Danske Rederier*) considère ainsi que les politiques doivent à la fois assurer le développement des énergies vertes et soutenir la production de carburants verts (PtX). Le directeur de l'organisation professionnelle *Hydrogen Denmark*, Tejs Laustsen, indique que les aides fournies par la Banque européenne de l'hydrogène ne permettent pas de répondre aux objectifs européens dans le domaine des carburants verts. Le prix de ces derniers est environ cinq fois plus élevé que le prix des carburants utilisés aujourd'hui. La compagnie maritime DFDS appelle à réduire cet écart en introduisant un régime d'aide européen semblable au régime américain qui assure une production moins chère du PtX.

La compagnie maritime danoise DFDS acquiert la compagnie de ferry FRS Iberia/Maroc.

Cette acquisition permettra à la société danoise de transport et de logistique d'inclure le détroit de Gibraltar dans son réseau en Méditerranée. FRS Iberia/Maroc y exploite trois routes de ferries dont l'activité devrait croître de manière considérable au cours des prochaines années, selon la prévision de DFDS. FRS Iberia-Maroc compte 750 employés. L'acquisition, qui doit encore être approuvée par les autorités compétentes, devrait s'élever à un prix équivalent

à 6 fois l'EBITDA (Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) 2023 de FRS Iberia/Maroc, soit entre 145-193 M€.

Décarbonation du secteur maritime : Mærsk crée une société de production d'e-méthanol et signe un partenariat avec CMA CGM.

Dans le cadre du baptême du premier porte-conteneurs « vert » au monde le 14 septembre 2023 à Copenhague, les dirigeants de Mærsk ont annoncé la création de la société C2X qui devra construire et exploiter des usines d'e-méthanol partout dans le monde. Les premières usines seront situées près du canal de Suez (Égypte) et dans la ville portuaire de Huelva (Espagne), près du détroit de Gibraltar. Détenu conjointement par A.P. Møller Holding et A.P. Møller-Mærsk, C2X a pour objectif de produire 3M de tonnes d'e-méthanol en 2030. La société pourra ainsi contribuer à approvisionner la flotte de Mærsk en carburants verts. Le groupe danois vise la neutralité carbone en 2040, et a pour le moment commandé 25 navires fonctionnant au bio/e-méthanol. Mærsk et CMA CGM viennent, en outre, d'annoncer une collaboration pour développer l'utilisation des carburants verts dans le secteur maritime. Les deux leaders du transport maritime miseront à la fois sur le méthanol vert et sur le méthane vert, et poursuivront également des travaux de R&D sur d'autres carburants et technologies durables.

Finlande

L'inflation ralentit plus vite en Finlande que dans le reste de l'UE. Le pays a enregistré 3,1% d'inflation en glissement annuel en août selon Eurostat, contre 5,2% en moyenne dans la zone euro et 5,9% en moyenne dans l'UE. Il s'agit du 4^{ème} taux le plus faible de l'UE. En variation mensuelle, la Finlande a même vu les prix diminuer de 1,1% entre juillet et août. Ce net ralentissement s'explique par la baisse des prix du pétrole et des matières premières, qui se répercutent sur les prix de l'énergie à la consommation, selon la Banque de Finlande.

Les exportations sont en recul de 21% en glissement annuel en juillet, selon les Douanes finlandaises. Les exportations ont diminué de 11% en volume et de 9% en valeur. Dans le même temps, les importations ont reculé de 25% en valeur et de 15% en volume. Le déficit commercial est passé d'1,2 Md€ en juillet 2022 à environ 600 M€ en juillet 2023. La faiblesse de la croissance dans les marchés d'exportation représente un risque pour l'industrie finlandaise, selon la Banque de Finlande. Au premier semestre, les exportations vers l'Allemagne et la Suède, les principaux clients de la Finlande, ont diminué de 16% et 17% respectivement en glissement annuel.

Le projet de budget du Gouvernement réhausse la prévision de déficit pour 2024. L'accord gouvernemental sur le prochain budget, annoncé le 19 septembre, prévoit 87,9 Mds€ de dépenses publiques et 11,5 Mds€ de besoin de financements, au lieu des 10,1 Mds€ annoncés par la ministre des Finances Riikka Purra le mois dernier. Le Gouvernement anticipe en effet une baisse des recettes fiscales, dans une conjoncture compliquée, alors que la Banque de Finlande vient d'abaisser de 0,9% à 0,2% sa prévision de croissance pour 2024. Du côté des dépenses, le service de la dette devrait croître de 2,5 Mds€ avec la hausse des taux d'intérêt. Du côté

des recettes, la fiscalité sur les salaires devrait reculer de près de 400 M€. Le projet de cadre budgétaire pour 2024-2027 maintient l'objectif d'une baisse du déficit budgétaire de 6 Mds€ à horizon 2027.

La consommation d'électricité est à son plus bas niveau depuis le début du siècle. Selon la Fédération industrielle Finnish Energy (ET), la consommation d'électricité a diminué de 8% en un an, et de 11% pour la seule consommation de l'industrie. Cette diminution est liée en partie aux mesures prises pour économiser l'énergie lors de l'hiver 2022-2023, mais surtout à la faiblesse de la conjoncture pour le secteur industriel. Depuis mars, la Finlande a produit plus d'électricité qu'elle n'en consomme et a donc été exportatrice nette.

Les difficultés du secteur des fermes à fourrure aggravées par la grippe aviaire. Le nombre de fermes à fourrure a nettement diminué en quelques décennies. Le secteur est en difficulté : 62% des entreprises ont enregistré des pertes en 2022, et les exportations vers la Russie, principal importateur, ont été interrompues. L'Autorité alimentaire finlandaise a ordonné la mise à mort de 115 000 animaux à fourrure. La décision concerne 109 000 renards et 6 000 chiens viverrins, et porte à 250 000 le nombre d'abattages dans les élevages d'animaux à fourrure depuis août. Des cas de grippe aviaire ont été confirmés dans 26 fermes d'Ostrobotnie, dans l'Ouest du pays. Le 5 septembre, une initiative citoyenne appelant à l'interdiction des fermes à fourrure a rassemblé en une journée les 50 000 signatures nécessaires à sa soumission au Parlement.

Islande

La Banque centrale d'Islande prévoit une période de ralentissement économique et une détérioration des conditions financières.

Dans son rapport bisannuel sur la stabilité financière, la Banque centrale se veut rassurante sur la solidité du système bancaire islandais et note que la situation financière des ménages et des entreprises est bonne. Cependant, le comité de stabilité financière alerte sur les défis à venir alors que les estimations de croissance ont été revues à la baisse pour l'année 2023 (3%) et que le fardeau de la dette pour les emprunteurs s'alourdit (de nombreux prêts immobiliers à taux non indexés sur l'inflation et fixes sur 3 à 5 ans devraient expirer d'ici 2025).

La proposition de budget 2024 prévoit un déficit de 319 M€ en 2024.

La proposition de budget présentée par le ministre de l'Économie et des Finances Bjarni Benediktsson le 12 septembre 2023 prévoit des recettes de 1 348 Mds ISK (9,3 Mds€) et des dépenses de 1 395 Mds ISK (9,6 Mds€), soit un déficit estimé à 319 M€ en 2024 (1% du PIB). Par ailleurs, il est attendu que le solde primaire du Trésor soit positif à 35 Mds ISK (241 M€), soit 0,7% du PIB. Le solde primaire était déjà positif en 2022 et il est probable qu'il le sera aussi de 50 Mds ISK (soit 345 M€) en 2023. Les paiements des intérêts sur la dette devraient continuer d'augmenter en 2024 pour atteindre 169 Mds ISK (1,2 Md€).

La taxe sur les nuitées sera réintroduite en 2024.

Selon la proposition de budget pour 2024, la taxe sur les nuits d'hôtel sera réintroduite à compter de janvier prochain, après une suppression temporaire liée à la pandémie de Covid-19. Les bateaux de croisière seront également concernés par la taxe. Les revenus attendus de cette taxe sont de 42 Mds ISK (289 M€) l'an prochain.

Les émissions de gaz à effet de serre étaient en hausse de 7,1% au 1^{er} semestre 2023 par rapport au 1^{er} semestre 2022.

Statistics Iceland indique que les émissions totales sur le territoire islandais se sont élevées à 3 219 kt au 1^{er} semestre 2023, contre 3 006 kt au 1^{er} semestre 2022. Cette hausse des émissions est principalement due à une augmentation importante des émissions de l'aviation et de l'industrie au 1^{er} trimestre 2023 (+15,1%). En revanche, les émissions liées à l'utilisation des véhicules par les particuliers sont en baisse de 8% au 2^{ème} trimestre 2023 par rapport à la même période l'an dernier.

L'Islande est classée 14^{ème} en termes de liberté économique.

D'après le classement d'une étude comparative menée sur 165 pays par l'Institut Fraser au Canada, l'Islande recule légèrement. Le pays était classé 11^{ème} en 2022 et 16^{ème} en 2021. La position de l'Islande s'explique par une infrastructure juridique et politique solide ainsi qu'une bonne protection des droits de propriété. Cependant, la lourdeur des réglementations dans l'environnement commercial des entreprises et sur le marché du travail, ainsi que l'activité relativement élevée du secteur public placent le pays plus bas dans la liste. La France apparaît en 47^{ème} position.

Norvège

L'inflation norvégienne a atteint 4,8% en août en glissement annuel. Selon le Bureau central des statistiques, la tendance est au ralentissement avec une réduction de 0,8% de l'indice mensuel des prix entre juillet et août 2023.

Augmentation des prix alimentaires et du commerce transfrontalier. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté trois fois plus en Norvège que dans l'UE en 2023, ce qui constitue la plus forte hausse en Europe cette année. La moyenne européenne est de 3,6%, contre 11% en Norvège, 3,9% en Suède et 5,3% au Danemark. Le nombre de Norvégiens qui font leurs courses en Suède a augmenté au premier semestre. Les prix pratiqués y sont en effet 30 à 40% moins élevés.

Insuffisance de l'offre sur le marché du travail. 40% des entreprises recruteront cet automne tandis que 15% d'entre elles réduiront leurs effectifs, selon un nouveau rapport de l'agence d'intérim Manpower. Le secteur des technologies de l'information est en tête de liste des perspectives de recrutement (53%), suivie par les secteurs de la finance et de l'immobilier (44%), ainsi que l'énergie et les infrastructures (38%).

La Norvège est le premier pourvoyeur d'aide à l'Ukraine. Selon le Kiel Institute, qui dresse un bilan de l'aide apportée à l'Ukraine, la Norvège est en tête des contributeurs par rapport à leur PIB (1,7%). La Norvège versera 87 M€ (1 Md NOK) à la Banque mondiale pour préserver les infrastructures civiles et commencer la reconstruction. Cette enveloppe fait partie du plan Nansen d'assistance à Kiev.

Etude sur l'ouverture de nouvelles zones pour l'éolien offshore. Le ministère du Pétrole et de l'Énergie étudie trois nouvelles zones pour l'éolien *offshore* qui pourraient faire l'objet de concessions en 2025: Sørvest F, Vestavind F et Vestavind B. Elles viennent s'ajouter aux champs d'Utsira Nord et Sørilige Nordsjø II, qui font actuellement l'objet d'appels d'offres. Les

pouvoirs publics norvégiens continuent de soutenir fortement l'éolien offshore, clé de voûte de la feuille de route énergétique verte du pays.

La société pétrolière Equinor souhaite prolonger la durée de vie du champ pétrolier Gina Krog. L'entreprise a soumis au ministre du Pétrole et de l'Énergie Aasland le plan d'exploitation d'un nouveau gisement de gaz en mer du Nord, nommé Eirin. Selon le Gouvernement, son exploitation devrait générer une création de valeur permettant d'allonger la durée de vie du champ Gina Krog où le gisement se situe. Son inauguration est prévue pour 2025 et témoigne du soutien persistant de l'État norvégien aux énergies fossiles.

Réserves sur le Net Zero Industry Act et le Critical Raw Material Act. Ces deux projets de texte visent à accélérer l'attribution de concessions minières afin de se défaire de la dépendance à la Chine sur les matériaux rares. Ces textes étant susceptibles d'être intégrés à l'accord EEE, la Norvège a émis des réserves auprès de la Commission européenne. En effet, la Norvège est signataire de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui prévoit la consultation des peuples autochtones sur ces sujets, dans des délais plus longs que ceux prévus par les textes européens.

Désaccords entre la Norvège et l'UE sur les quotas de maquereaux. L'accord sur ces quotas, signé par la Norvège et l'UE en 2014 a pris fin en 2020. Depuis, les deux partenaires ne parviennent pas à trouver de nouveau consensus. La Norvège est accusée de surpêche par la Commission européenne, ayant pêché 42% plus en 2022 qu'en 2014. Le ministre norvégien de la Pêche Skjæran dément ces allégations et souligne que les eaux norvégiennes regorgent de maquereaux. Les négociations entre Oslo et Bruxelles commenceront le 28 septembre.

Suède

Projet de loi de finance 2024 (PLF) : le Gouvernement fait un geste en faveur des ménages les plus modestes en réponse au niveau élevé de l'inflation.

Le Gouvernement a présenté ce mercredi 20 septembre un projet de loi de finances (PLF) élaboré en concertation avec les partis de l'accord de Tidö et avec le soutien des Démocrates de Suède (extrême droite). Il s'agit d'un budget « neutre » qui comporte 39 milliards de SEK de réformes non financées (soit 3,28 Mds€ soit 0,65% du PIB), dont les postes les plus importants sont la réduction des impôts sur le travail, le renforcement de la protection sociale et la réduction des taxes sur le carburant. Le Gouvernement a fait le choix de ne pas ajuster sur l'inflation le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et a fait un geste en faveur des salariés les plus modestes au pouvoir d'achat érodé par l'inflation. Le Parlement votera sur le texte en décembre.

PLF 2024 : Les efforts consacrés à l'environnement en baisse, un budget sécurité en hausse.

Afin d'alléger la pression de l'inflation sur l'économie, le Gouvernement propose de réduire les taxes sur l'essence et le gazole. Il reconnaît une hausse des émissions des transports en 2024. Cette dernière serait toutefois due essentiellement à la réduction de l'incorporation des biocarburants en mélange dans les carburants fossiles (low-blend). La taxe sur les sacs plastiques devrait également être supprimée. Le Gouvernement souhaite par ailleurs réorganiser le système judiciaire afin de mieux lutter contre la criminalité organisée. Enfin, le Gouvernement prévoit une augmentation de 29% du budget de la défense, soit 27 Mds SEK (2,25 Mds€) pour l'année 2024, portant le budget total à 119 Mds SEK (10 Mds€) et atteignant ainsi l'objectif de l'OTAN de consacrer 2 % du PIB à la défense.

PLF 2024 : Le projet est construit sur la base d'un cadre macroéconomique dégradé.

Après d'excellentes performances en 2022 (hausse du PIB de 2,8%), le PLF 2024 est construit sur l'hypothèse d'une croissance faible en 2024. Après une croissance négative du PIB de -0,8% en 2023, ce qui est plus pessimiste qu'estimé en début d'année et influera sur les rentrées fiscales, le rebond ne serait que de 1% en 2024. La croissance devrait ensuite retrouver un rythme supérieur à 2% pour atteindre 2,9% en 2025 et 3,1% pour 2026. L'inflation qui s'est maintenue à un niveau élevé en 2023 (+8,7 % sur l'année) devrait rester élevée en 2024. Le chômage est élevé (7,6 % de la population active en 2023) et devrait augmenter en 2024 à 8,2%). Plusieurs composantes de la demande interne sont en recul en 2023 et ne devraient connaître qu'une timide reprise en 2024. Ainsi, pénalisée par l'inflation, la consommation des ménages fléchirait à -2,3 % en 2023 et remonterait à +1,7% en 2024 (prévisions de -0,7 et +2,4% dans le précédent PLF).

La Banque centrale relève son taux directeur à 4%.

La Banque centrale (*Riksbank*) a annoncé une 8^{ème} hausse consécutive de son taux directeur, le portant à 4% (soit le double du niveau cible de la Banque centrale qui est de 2,0 %). Elle émet par ailleurs la possibilité de nouvelles hausses dans les prochains mois. Les analystes avaient anticipé cette décision, mais restent divisés quant à la poursuite du resserrement monétaire.

La Banque centrale prend des mesures pour renforcer la valeur de la couronne.

La Banque centrale a annoncé son intention de puiser environ 8 Mds\$ et 2 Mds€ dans ses réserves de change pour acquérir des couronnes suédoises (SEK) à partir du 25 septembre 2023. Cette initiative devrait durer entre 4 et 6 mois et entraîner des achats mensuels de 18 à 25 Mds SEK (1,5 Md à 2,1 Mds€), totalisant ainsi 100 Mds SEK (8,4 Mds€).

Les investissements directs étrangers atteignent un record en 2022.

Selon Business Sweden, les flux d'IDE ont atteint 48 Mds€ en 2022 (8,5% du PIB). C'est presque 3 fois plus qu'en 2021 (17 Mds€). Au total, le stock des IDE en Suède s'élève désormais à plus de 310 Mds€ au taux de change actuel, dont 66% concernent le secteur des services et 34% le secteur manufacturier.

Les Suédois de plus en plus favorables à l'euro.

Une inflation suédoise plus élevée que dans la plupart des pays de l'UE ainsi que la forte baisse de la couronne suédoise ont de fortes conséquences sur l'opinion publique selon un sondage IPSOS. Ainsi, le nombre de personnes favorables à l'adoption de l'euro est passé de 19% en mai à 30% en août 2023. Dans le même temps, le nombre d'opposants recule de 54% en mai à 47% et le nombre d'indécis passe de 27 à 23%.

Les petits aéroports sont en déficit de 500 M SEK (42 M€).

Ces derniers devraient recevoir un doublement du soutien gouvernemental dans le budget 2024, soit 210 M SEK (17,6 M€). La plupart de ces aéroports rencontrent des difficultés financières en raison de coûts croissants liés à la sécurité et aux effets de la pandémie. Cette mesure vise à éviter leur fermeture. La nationalisation est évoquée.

Safran Electrical & Power s'associe à Cuberg, filiale de Northvolt.

Cette collaboration franco-suédoise combine l'expertise de Cuberg en batteries rechargeables haute performance avec la compétence de Safran en conception de systèmes électriques aéronautiques. Ce partenariat vise à développer un système de stockage d'énergie destiné aux futurs avions électriques et hybrides. Les batteries Cuberg dépassent de 40 % les performances des batteries lithium-ion comparables, ce qui augmente l'autonomie de vol et ouvre de nouvelles opportunités pour l'aviation électrique et hybride.

Volvo Trucks a entamé la production de camions électriques dans son usine belge.

C'est la quatrième usine de Volvo Trucks à produire ce type de poids lourds (3^{ème} en Europe après la France et la Suède). Située à Gand, l'usine

a une capacité de production annuelle d'environ 45 000 camions électriques et produit également les batteries sur place. Ces modèles représentent une part importante des ventes de Volvo Trucks, avec environ 6 000 commandes dans 42 pays.

Une nouvelle ferme éolienne offshore de 1 GW pourrait voir le jour en 2027.

Cette dernière serait localisée dans le comté de Gävleborg à l'ouest de la Suède. Skyborn Renewables, société allemande détenue par Mubadala (Émirats Arabes Unis) et Global Infrastructure Partners (États-Unis) a obtenu une autorisation pour 51 éoliennes couvrant 70 % des besoins énergétiques du comté. Cependant, l'obtention d'autres permis est encore nécessaire.

Les Suédois investissent massivement dans Helsing, 1^{ère} licorne européenne de défense.

Cette start-up allemande, implantée en France, a mis au point un logiciel d'IA capable de créer des cartes des champs de bataille en temps réel. Le logiciel peut collecter et traiter de grandes quantités d'informations à l'aide de divers capteurs installés sur des véhicules et d'autres systèmes militaires. Après l'apport du fondateur de Spotify qui est l'un des principaux actionnaires et co-Président de Helsing, le groupe SAAB vient de prendre 5% du capital.

IK Partners souhaite entrer au capital du français Linxea.

Cet indépendant de distribution de produits d'épargne en ligne qui compte 2,8 Mds€ d'actifs sous gestion et 90 000 épargnants en France (100 employés), ouvre son capital à la société de capital-investissement IK Partners, qui devient un actionnaire minoritaire au côté de NextStage AM et Maignon Investissement (M3I). L'opération est soumise à l'accord de l'AMF.

ABB prévoit d'investir 280 M\$ (262 M€) en Suède.

Le n°2 mondial dans le domaine de l'automatisation et de la robotique industrielle cherche à renforcer ses activités de robotique en Europe. Le groupe helvético-suédois construira un campus de 65 000 m² près de Stockholm. Cette expansion permettra d'augmenter la production de 50% pour répondre à la croissance prévue de 7% d'ici 2027 sur le marché européen.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2020 (moyenne annuelle)	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023
Suède	-2,3	6,1	2,8	0,5	-0,8
Danemark	-2	4,9	3,8	0,2	0,3
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,2	0,6
Norvège ¹	-1,9	3,9	3,3	0,2	0,0
dont PIB continental		4,2	3,8	0,2	0
Islande	-6,8	4,3	6,4	0,3	0,3

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

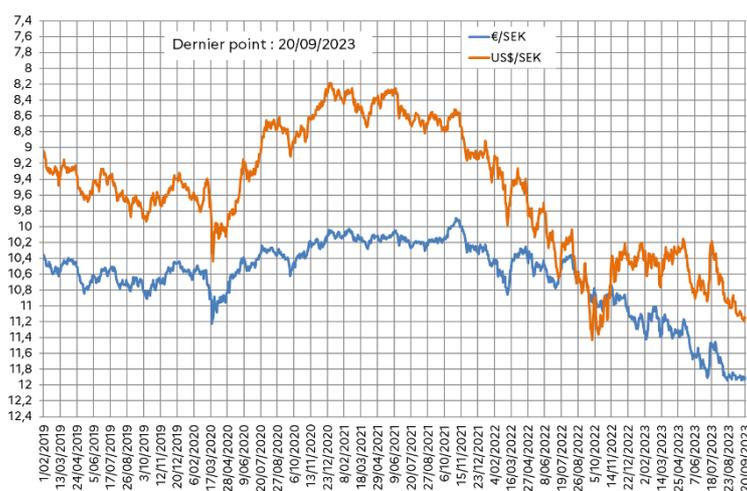
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	8,4
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4

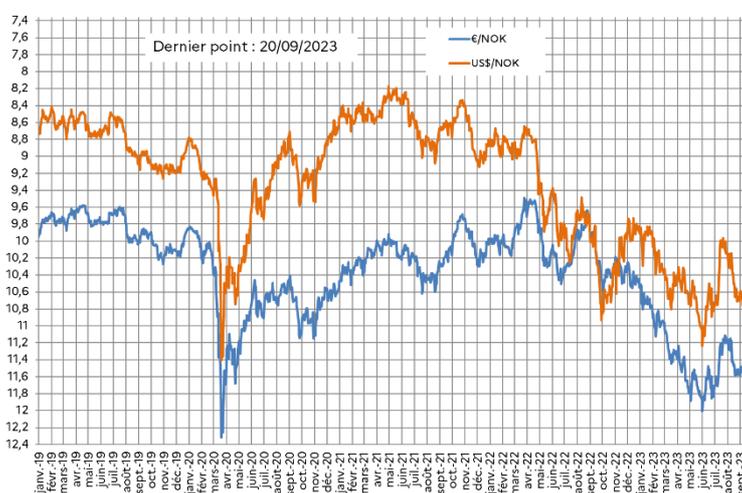
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :

Service économique régional de Stockholm (O. Cuny).

Rédacteurs :

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, G. Sécheret) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner :

gustave.secheret@dtresor.gouv.fr